

# L'EFFET DE LA CONCENTRATION ET DE LA CENTRALISATION SUR LE CARACTERE „COOPERATIF” DES COOPERATIVES DE PRODUCTION AGRICOLE

par

DR. MÁRTA SÜVEGES

professeur chargée de cours à la Chaire de Droit agraire de la Faculté de Droit de l'Université  
« Eötvös Lóránd » de Budapest

*Recu : le 5 octobre 1981*

## I.

L'industrialisation de l'agriculture s'accéléra après la terminaison de la collectivisation, en particulier après la réforme de la gestion économique. Les résultats de la révolution scientifique et technique avaient déjà rendu ce processus possible, alors que le cadre établi des grandes exploitations y contribua encore davantage.

Le processus fut surtout accéléré par une diminution rapide de la main-d'oeuvre. La réduction des surfaces arables provoque aussi une accélération de l'industrialisation et il y eut encore le fait que toutes ces circonstances se présentèrent en même temps qu'une croissance des besoins de l'économie nationale. La réduction de la main-d'oeuvre et celle des surfaces arables ne purent être remplacées que par des moyens de production obtenus de l'industrie. En plus de la formation professionnelle, le poids et le rôle des moyens de production eurent une part de plus en plus importante dans la production agricole.

L'industrialisation progressa sous diverses formes. La forme la plus générale fut la croissance rapide de la quantité et de la proportion des moyens de production d'origine industrielle. La base d'énergie de l'agriculture hongroise se renouvela dans un laps de temps de quelques années : dans les grandes exploitations la force de traction animale fut remplacée par la force de traction mécanique. L'agriculture perdit son caractère agriculteur naturel. Les relations de marchandises se multiplièrent, la dépendance de l'industrie augmenta rapidement. L'agriculture se transforma en une branche économique dépendant considérablement en premier lieu du développement et du degré de développement de l'industrie et des transports. La portée du travail industriel augmenta rapidement dans la production des produits agricoles ou bien il occupa déjà une place déterminante.

Le processus de la concentration au sein des exploitations et celui de la fusion des coopératives de production eurent lieu à la fois.

En Hongrie la réorganisation socialiste de l'agriculture a commencé en 1949 et s'est terminée en 1961. La période de la constitution en masse des coopératives de production agricole a duré de 1959 à 1961. Pendant cette période, pour ainsi dire toutes les exploitations privées se sont

groupées dans des coopératives de production agricole. Depuis la réorganisation socialiste de l'agriculture, un processus d'ordre de grandeur touchant la société toute entière, concernant plusieurs milliers de coopératives et plusieurs centaines de milliers de membres de coopératives, s'est déroulé par la fusion des coopératives de production agricole. Bien qu'en une moindre mesure, mais ce processus dure encore de nos jours. Sous son effet, le nombre des coopératives de production agricole a diminué des 2402 de 1961 à 1369 en 1978. Lors de la fin de la réorganisation socialiste la surface totale moyenne par coopérative de production était de 1083 hectares, le nombre moyen de l'effectif par coopérative étant de 265 membres. Dans ce cadre une part considérable fut représentée par les coopératives constituées par quelques membres sur une surface de loin inférieure à 500 hectares, disposant à peine de spécialistes et d'équipements économiques; de celles-ci il y en eurent souvent plusieurs dans une même commune. Pendant la période de l'organisation de masse des coopératives de production agricole les dimensions des coopératives de production agricole à organiser n'étaient déterminées ni au niveau central, ni par les départements. Le nombre des coopératives de production agricole diminua de 1961 à 1967 de 1171, alors que leur surface agricole moyenne augmenta de 41 pour cent.

Le processus des fusions continua à partir de 1967, après l'introduction du nouveau système de la gestion économique, et s'accéléra en particulier à partir de 1974. En 1974, 282 coopératives de production, en 1975, 319 cessèrent leurs activités en conséquence des fusions. De 1967 à 1978 le nombre des coopératives diminua de 3033 à 1369. En 1978 la surface totale moyenne par coopérative de production agricole augmenta à 3979, alors que l'effectif moyen par coopérative s'éleva à 678 membres.

La question se pose: quels facteurs ont rendu nécessaire que cette centralisation incontestablement rapide se produise? Faut-il fondamentalement considérer les fusions des coopératives comme un processus indispensable dans lequel le développement des forces de production est déterminant? La centralisation a-t-elle dû être exécutée parce que les coopératives de production avaient déjà épuisé les possibilités du développement économique dans la mesure ayant existé jusqu'en ce jour, ou bien la fusion avait-elle fondamentalement des raisons politiques et s'agissait-il d'une centralisation, d'un processus de centralisation où des effets surtout extérieurs aux coopératives se sont faits prévaloir?

Selon les organisations de l'Etat et du parti soutenant et dirigeant d'en haut les fusions, celles-ci sont un processus économique indispensable qui a créé, par la croissance de l'ordre de grandeur des exploitations, les conditions d'un développement moderne et efficace de la production. Selon les spécialistes économistes la croissance des dimensions des coopératives n'a pas justifié les avantages de la «grande technique» dans l'agriculture, voire elle a même causé des pertes économiques considérables. Il y a eu une réduction dans l'efficacité des moyens, une détérioration de la rentabilité, une diminution dans la flexibilité sur le marché, le développement économique s'est séparé des exigences et des sources locales, etc.



Nous ne considérons pas comme faisant partie de notre tâche d'examiner l'arrière-fond économique et politique de la centralisation des coopératives. Malgré cela, au cours de la présentation du changement de la réglementation juridique nous devons toucher les problèmes économiques et politiques aussi.

## II.

En conséquence de la concentration et de la centralisation rapide ayant eu lieu dans l'agriculture, le code portant sur les coopératives de production agricole entré en vigueur en 1967 a été modifié à plusieurs reprises. Le système de l'administration démocratique a subi certains changements et dans le cadre des rapports ayant trait à la qualité de membre un fort décalage de proportion est intervenu quant au droit relatif à l'exécution du travail et dans le poids du groupe des obligations. La question se pose: en quelle mesure les modifications du code portant sur les coopératives de production agricole introduite jusqu'en 1977 ont-elles touché les objectifs originaux et les institutions juridiques fondamentales de la loi. La réponse est donnée automatiquement lorsque nous faisons une comparaison de la notion du code sur les coopératives de production agricole de 1967 au sujet de la coopérative de production agricole et de la notion décrite au décret-loi N° 9 de l'an 1977 modifiant le code sur les coopératives de production agricole, de même de la notion de la loi sur les coopératives quant à la coopérative et les principes de base coopérative énumérés à la loi sur les coopératives.

*La notion de la coopérative de production agricole selon la modification de la loi III de l'an 1967 par le décret-loi N° 9 de l'an 1977*

Au cours de la modification de l'an 1977 le décret loi N° 9 de l'an 1977 a reformulé le premier article de la Loi III de l'an 1967 qui fixait le but de la loi et l'article 3 qui contenait la notion de la coopération de production agricole.

Faisons une comparaison des deux réglementations: *Le but de la loi* selon le texte original de la loi III de l'an 1967 est comme suit: «Article 1<sup>er</sup>. Pour encourager le développement du mouvement des coopératives de production agricole, en vue de satisfaire les besoins économiques et culturels des membres de la coopérative ainsi que les demandes de l'économie nationale, la loi fixe des règles favorisant l'accroissement du niveau de l'organisation des coopératives de production, le perfectionnement de leur direction démocratique et de leur gestion de type d'entreprise, et l'accomplissement de leurs tâches sociales ».

*La notion de la coopérative de production agricole* est comme suit: «Article 3 (1) La coopérative de production est une grande exploitation agricole socialiste, créé par la libre association personnelle et patrimoniale des membres. Elle déploie ses activités

- à la base de la propriété coopérative, par la mise en application simultanée de l'exploitation collective et individuelle, avec le travail de ses membres,
- sous le régime de la démocratie coopérative,
- conformément aux intérêts de l'économie nationale,
- sa gestion ayant le même caractère que dans une entreprise, elle met en oeuvre l'unité social et l'éducation socialiste de la totalité des membres ».

Le décret-loi N° 9 de l'an 1977 a reformulé ce qui a été décrit dans ce qui précède comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>. La loi, pour encourager le développement du mouvement des coopératives de production agricole, en vue de satisfaire les besoins de l'agriculture, ainsi que les besoins économiques et culturels des membres de la coopérative à un niveau plus élevé — tout en tenant compte de la Loi III de l'an 1971 portant sur les coopératives — définit les règles de droit qui favorisent le renforcement des traits socialistes des coopératives de production agricole, le développement continu de leur gestion d'entreprise effectué en accord avec les intérêts de la société, l'intensification de leur degré d'organisation, le développement de la démocratie coopérative, l'élargissement et l'approfondissement d'une coopération multilatérale réciproque et réalisée avec d'autres organes de gestion économique ».

« Article 3 (1) La coopérative de production est une grande exploitation agricole socialiste créée par la libre association personnelle et patrimoniale des membres, fondée sur le travail individuel effectué en commun qui fait partie de l'ordre social socialiste et qui déploie ses activités

- en accord avec les intérêts de l'économie nationale et les objectifs de la société;
- à la base de la propriété coopérative, par la mise en application simultanée de l'exploitation collective et individuelle,
- sa gestion ayant le même caractère que celle d'une entreprise, étant autonome et conforme au plan, faisant partie du système de la démocratie coopérative, elle met en oeuvre l'unité sociale de l'ensemble des membres et leur éducation socialiste ».

Le décret-loi N° 9 de l'an 1977, au cours de la définition du but de la coopérative de production, place les intérêts de l'économie nationale avant les intérêts de groupe de la coopérative: de même il prévoit comme tâche le renforcement du caractère socialiste des coopératives de production.

Au cours de la définition de la notion de la coopérative de production, il met les intérêts de l'économie nationale et les objectifs de la société avant les signes de notion de la propriété coopérative et de la démocratie coopérative.

Voyons maintenant la définition de la notion de la coopérative par la Loi N° III de l'an 1971 également modifiée en 1977 et portant sur les coopératives. « Dans la République Populaire Hongroise les coopératives — des collectivités socialistes créées spontanément par les citoyens en vue d'une activité économique et sociale — font promouvoir dans les dif-



*férents domaines de la production, de la consommation et des services, le bien-être matériel de leurs membres et l'épanouissement de la forme de vie socialiste.* Elles contribuent dans une mesure importante à la satisfaction des besoins multiformes de la population. Les coopératives organisent leurs activités et distribuent leurs recettes conformément aux principes du socialisme et augmentent d'une manière continue leurs bien indivisibles. Les coopératives se sont développées au point de devenir l'une des formes de l'activité économique socialiste équivalente à celle des entreprises de l'Etat.

Les coopératives jouent à présent et joueront à l'avenir un rôle nécessaire et utile à la société entière dans l'édification du socialisme, par conséquent, elles consolident les fondements économiques et sociaux de notre pays.

Afin d'assurer — en conformité avec les buts de l'économie socialiste, en vue de leur importance sociale et économique — le progrès futur de tous secteurs du mouvement coopératif, *cette loi détermine les principes d'orientation valables pour l'ensemble du mouvement coopératif*, ainsi que les dispositions fondamentales communes qui sont valables pour toutes les coopératives.

Article 1<sup>er</sup>. La coopérative est une collectivité dotée de la personnalité morale créée spontanément par les citoyens, exerçant par les contributions personnelles et matérielles de ses membres une activité économique et sociale, fonctionnant en conformité avec les principes de *la propriété collective socialiste et de l'autonomie démocratique*.

Article 2. (1) L'objectif économique de la coopérative est, d'une part, *la promotion du bien-être matériel de ses membres*, de l'autre, une coopération planifiée et fructueuse dans la satisfaction des besoins multiformes sociaux.

(2) *L'objectifs social de la coopérative est le développement de la forme de vie et de la manière de penser de ses membres, ainsi que la sauvegarde de leurs intérêts.*

(3) Les coopératives font partie de l'ordre social socialiste; elles réalisent leurs objectifs définis par la loi en accord avec les intérêts de la société.

L'alinéa (3) de l'article 2 de la Loi sur les coopératives a été formulé par le décret-loi N° 6 de l'an 1977.

Lorsque nous comparons la notion de la coopérative définie à la loi sur les coopératives à la notion des coopératives industrielles figurant à la Loi sur les coopératives industrielles et à la notion des coopératives de consommation par le décret-loi portant sur les coopératives de consommation, nous voyons que la Loi portant sur les coopératives industrielles définit la notion de la coopérative industrielle en se référant à la teneur de la Loi portant sur les coopératives.

De même, la loi portant sur les coopératives formule aussi les principes coopératifs. Ceux-ci sont comme suit:

1. Le principe du volontariat et de la «porte ouverte»;
2. le principe de la participation individuelle et patrimoniale;
3. le principe de l'administration démocratique; le principe de la gestion autonome;
4. les membres obtiennent leur part du revenu de la coopérative à la base de leur contribution individuelle et patrimoniale.

### III.

Que signifie le regroupement des éléments de notion de la coopérative de production agricole par les modifications de l'an 1977? La coopérative de production agricole correspond-elle, après les modifications de l'an 1977, à la substance coopérative formulée par la loi sur les coopératives?

Nous pouvons suivre, à travers les éléments de notion des rapports juridiques ayant trait à la qualité de membre des coopératives de production, les changements qu'a traversés la loi III de l'an 1967 jusqu'en 1977. Nous nous efforçons de présenter également le matériel de fond économique et politique concernant les changements des règles de droit.

Nous l'institution des *rapports juridiques de la qualité de membre* se présente, selon la théorie du droit sur les coopératives de production, un ensemble de rapports de propriété, de gestion et d'organisation intérieurs, qui définissent aussi la teneur extérieure de la coopérative de production — surtout en ce qui concerne les rapports entre l'État et les coopératives. Les rapports juridiques de membre — déterminés par la propriété de groupe coopérative — sont constitués par l'ensemble des droits et des obligations relatifs à l'organisation, à la gestion et à l'exécution du travail. Les particularités des rapports juridiques de la qualité de membre déterminent de même les rapports de responsabilité des membres de la coopérative de production. La théorie du droit et la loi portant sur les coopératives de production, elle aussi, séparent le statut juridique des membres et des employés de la coopérative de production, de même elles réglementent d'une manière spéciale les deux groupes de rapports de droit mentionnés, les rapports juridiques des membres de famille des membres de la coopérative de production par rapport à la coopérative de production.

Le droit sur les coopératives de production distingue deux groupes des rapports juridiques des membres: les rapports juridiques de membre dits typiques et ceux dits *atypiques*. Les rapports juridiques de membre sont typiques lorsque, à l'égard du nombre, sont présents les trois groupes d'obligations et de droits. Les rapports juridiques du membre sont atypiques lorsque parmi les trois éléments existants un de ceux-ci n'est pas exercé par le membre. Par conséquent les rapports juridiques de membre sont atypiques dans le cas des membres en retraite et des membres de la coopérative de production incapables de travailler.

En analysant la teneur des rapports juridiques des membres des coopératives de production nous ne prenons pas comme point de départ la distinction que nous venons de mentionner. Nous analysons d'abord les



particularités des rapports juridiques des membres en retraite et incapables de travailler, par la suite nous passerons en revue les droits et les obligations des membres des coopératives de production exécutant un travail régulier, pour pouvoir les comparer avec les droits et les obligations des employés travaillant à la coopérative de production et avec ceux des membres de famille.

Depuis 1975 le nombre des membres des coopératives de production agricole varie autour de 900 mille. Près de la moitié de ce nombre sont des pensionnés et des personnes recevant une rente. Le nombre des employés correspond à environ 1/4 de celui des membres actifs.

*Les particularités des rapports juridiques des membres des coopératives de production en retraite et des rentiers. La constitution des rapports juridiques de la qualité de membre*

Les rapports juridiques de la qualité de membre d'une grande partie des membres en retraite ont été établis à la date de la collectivisation de l'agriculture, c'est-à-dire les règles relatives à leur adhésion étaient encore celles qui figuraient au décret-loi N° 7 de l'an 1959. Une autre partie de cette couche de membre sont retournés à la date de la réforme du mécanisme économique aux coopératives de production ou bien c'est alors qu'ils sont devenus membres. Nous avons donné un aperçu sur la situation effective de cette couche des membres en ce qui concerne les rapports de travail avec la coopérative, et les rapports de revenu, lorsque nous avons fait connaître la « notion objective » de la coopérative de production agricole dans la période allant de 1959 à 1957. Une partie des membres ayant fondé les coopératives ne purent s'acquérir le droit à la retraite pour les raisons suivantes: jusqu'en 1967 il n'y avait pas de possibilités, selon les règles de droit, à ce que les membres des coopératives de production versent une assurance-pension; après 1967 les membres n'eurent pas, le cas échéant, le droit à la retraite, parce qu'avant 1967 ils n'avaient pas accompli la quantité de travail requise pour avoir droit à la retraite dans le cadre des travaux effectués en commun à la coopérative de production. (Les raisons ont pu en être comme suit: un manque du travail collectif permanent ou bien le fait que le membre ait quitté ou n'ait pas participé aux travaux collectifs.) Une partie des membres actuellement en retraite furent, en conséquence de l'absence d'un développement de l'organisation du travail dans les coopératives, lors de la fixation de la retraite, en une situation plus défavorable que les membres ayant pris leur retraite à partir de la deuxième moitié des années soixante-dix.

*La teneur des rapports juridiques de la qualité de membre  
Les droits et obligations de propriétaire*

- L'accomplissement de l'obligation de faire entrer la terre et les biens de 1959 à 1961.
- Le droit à la rente foncière. (Nous en avons parlé au sujet de la rente sociale).



- Les rapports de distribution de propriétaire à la base du travail effectué.

Les membres en retraite et ayant une rente ne peuvent être obligés à faire un travail, ils peuvent cependant participer aux travaux collectifs. Cette qualité de propriétaire n'est pas caractéristique pour ce groupe de membres.

- *Le droit à une exploitation individuelle*

Le droit à une exploitation individuelle est devenu depuis 1967, dans le cas de la terre individuelle allouée, un élément des rapports de travail de la qualité de membre. En ce qui concerne les membres en retraite et ceux recevant une rente, ce droit doit être placé dans le groupe des droits de propriétaire en dépit de ce que la mesure de la superficie de l'exploitation individuelle du membre en retraite est une fonction de la quantité de travail effectué au cours de la dernière année (Article 77 de la Loi).

- *Le droit à une rente sociale offerte à la charge du fonds social de la coopérative*

La coopérative de production peut verser un complément de rente en faveur des membres âgés.

La coopérative de production peut envisager en faveur des membres en retraite, ceux recevant une rente ou invalides, de même, pour les membres incapables de travailler, une aide en semences, en fourrage ou en matériel de reproduction, offerte dans l'intérêt du développement de l'exploitation individuelle, cette aide étant versée à la charge du fonds social (Décret portant sur l'exécution de la Loi, article 73).

*Le caractère de rente sociale de la rente foncière est évident.* Sont sujets de la rente foncière, en plus des membres, toutes les personnes qui appartaient, avant la réorganisation, à la famille paysanne et qui ont besoin, compte tenu de leur âge, des prestations sociales. (Alinéa (3) de l'article de la loi sur la propriété foncière.)

*Le groupe des droits et obligations organisationnels et administratifs (de gestion)*

Les membres en retraite et recevant une rente ne sont pas tenus de participer à la vie organisationnelle de la coopérative de production. La règle selon laquelle «Lors de la constatation de quorum de l'assemblée générale, en cas de l'absence des membres en retraite, de ceux recevant une rente de vieillesse ou d'incapacité de travail . . ., il faudra faire abstraction de leur absence du point de vue de l'effectif des membres de la coopérative de production», fut introduite encore par la Loi III de l'an 1967.

Bien que les règles actuellement en vigueur prévoient que lors de l'élection des délégués devant participer à l'assemblée des délégués il faut assurer, aux statuts, le droit aux élections des délégués des personnes en retraite n'appartenant pas aux unités d'organisation et de travail, ainsi que leur représentation d'une proportion adéquate (R. 23. 7./1), en conséquence de ce que les personnes en retraite ont quitté l'organisation de

travail de la coopérative il y a peu de probabilité à ce que cette règle soit remplie d'un contenu par la vie pratique.

*Le droit et l'obligation de la participation au travail collectif* correspond à un groupe de droits et d'obligations qui ne concerne pas les membres en retraite et ceux recevant une rente.

Cela revient à dire que les membres des coopératives de production en retraite et ceux recevant une rente n'ont que des droits de propriétaire, à caractère patrimonial. Si nous regardons de plus près ces droits, nous devons constater que ces droits sont des droits sociaux, d'entretien ou d'aliments qui sont dus à cette couche des membres des coopératives de production parce que leurs terres, ayant correspondu à la base de leur existence, avaient été remises à la coopérative de production et à la date de la réorganisation ils étaient déjà d'un âge qui ne leur permettait plus d'apprendre un métier et de changer de forme de vie. La couche âgée de la paysannerie était entretenue, à l'époque du système de la propriété foncière privée, par la famille, en échange de la terre, de la maison, de l'exploitation; lorsque le paysan vieilli n'avait pas de membres de famille, il concluait un contrat de prestation d'aliments. *La totalité des droits des membres en retraite et ceux recevant une rente correspond à des droits de caractère de «propriétaire» qui reviennent au membre parce qu'avant la réorganisation il était propriétaire et qu'il avait perdu sa propriété foncière ayant adhéré à la coopérative de production. Il serait juste de les appeler rapports juridiques d'entretien (d'aliments) de la part de la coopérative de production.* Le caractère d'aliments de ces rapports juridiques n'est pas modifié par le fait qu'il y a, dans les rangs des membres en retraite, aussi des personnes qui n'ont pas apporté de terres à la coopérative de production.

La constatation selon laquelle les rapports juridiques de la qualité de membre des membres en retraite et de ceux recevant une rente sont fondés sur le droit d'une propriété privée foncière ayant existé avant la réorganisation de l'agriculture et ayant été remise à la coopérative, est appuyée par une disposition de la loi portant sur les coopératives de production, selon laquelle aura droit à l'utilisation de l'exploitation individuelle ou à des prestations en nature (en produits agricoles), en cas du décès du membre de la coopérative de production, l'épouse (l'époux), la conjointe (le conjoint) ayant vécu en union libre qui n'est pas membre de la coopérative de production, qui a déjà atteint l'âge-limite lui permettant de recevoir une pension, qui est durablement incapable de travailler ou bien entretient, à la base d'une obligation de verser des aliments prévue par la loi, une autre (ou d'autres) person(n)s. (Article 78 du décret loi portant sur l'application de la Loi).

2. *Par la suite nous allons comparer les règles des rapports juridiques de la qualité de membre des membres travailleurs de coopératives de production avec le statut juridique des membres des coopératives de production employés et celui des membres de famille.* Avant d'entrer dans une analyse de la réglementation du droit en vigueur, nous allons passer en revue les facteurs politiques et économiques exerçant un effet sur la réglementation juridique.



Le processus de la concentration fait rapidement accroître les dimensions des exploitations, c'est-à-dire la masse et la sphère de la propriété (des biens) des différents coopératives. La croissance des dimensions rend déjà en soi la direction plus compliquée, plus difficile à s'y reconnaître. Au cours de la concentration fort souvent les coopératives de plusieurs communes sont réunies, parfois il s'agit même de trois à quatre communes; au lieu de la formation d'« une commune — une coopérative » nous trouvons la formation de « plusieurs communes — une coopérative ». En conséquence de la multiplication du nombre des membres, la démocratie directe est reléguée à l'arrière-plan, dans le meilleur des cas ce sont les organes de la démocratie représentative qui prennent sa place. L'assemblée générale est remplacée dans un nombre toujours croissant de coopératives par l'assemblée des délégués élus, d'un nombre restreint, ou bien on tient des assemblées générales partielles.

En conséquence de la concentration, l'exploitation est plus répartie, cela est aussi vrai pour l'organisation de la production; la distance entre les dirigeants et les travailleurs manuels augmente, pour les premiers cela devient une tâche de plus en plus lourde d'avoir un aperçu sur la production et l'exploitation de la coopérative.

La transition à la production en grandes exploitations et l'industrialisation ont supprimé le caractère fermé et naturel de l'agriculture. Les rapports de production, d'échanges, de crédits des exploitations agricoles se sont multipliés, ceux-ci étant établis avec les organisations de monopole en propriété de l'Etat. Les moyens de production d'origine industrielle: les machines, les matériaux, les services figurent avec un poids accru dans la production agricole; une part en croissance de la production agricole est introduite dans les échanges sous la forme de marchandises. La multiplication des rapports de production et d'échanges rend aussi plus compliqué, plus difficile à maîtriser la gestion en grande exploitation des coopératives. Ces rapports et relations font en même temps augmenter la fonction, la dépendance des exploitations en propriété coopérative par rapport aux entreprises commerciales et de production en propriété de l'Etat. L'industrialisation réaffirme la caractère d'entreprise des coopératives de production agricole. Entre autres, elle contribue à faire prévaloir d'une manière dépassant toute autre chose le principe selon lequel il faut s'efforcer d'obtenir la production des rendements les plus élevés possibles à un minimum de frais. Ce principe a été mis en valeur aussi dans le passé, mais pas à tout prix, pas absolument. L'obligation d'employer les membres qui est aussi prévue par la loi sur les coopératives de production, dans la pratique souvent barré le chemin à la mise en valeur inconditionnelle du principe et de la conception d'entreprise. Ceci a été limité par un principe et une conception coopératifs plus humains qui ont placé le bien-être des membres avant la rentabilité, en assurant un travail et un salaire aux membres de la coopérative dont le travail n'était éventuellement pas toujours rentable pour la coopérative, à cause de leur âge ou de leur peu de formation.

Les coopératives de production — d'une manière s'écartant de celle



des fermes de l'Etat — mirent l'emploi de la main-d'oeuvre à l'avant-plan lors du choix de la structure de la production. Pour cette raison elles prirent comme mesure le revenu brut (contenant aussi la paye des membres) par unité de surface arable ou par membre lorsqu'il s'agissait de décider ce qu'il fallait produire et dans quelle mesure. Cependant, en conséquence de l'industrialisation, les demandes en matériaux et en outils de la production augmentent rapidement, par conséquent il devient aussi indispensable de prévoir une accumulation plus rapide (des ressources propres plus grandes). Ceci mène inévitablement à la mise en valeur inconditionnelle d'une exploitation rationnelle, à l'utilisation et à l'exploitation rationnelles non seulement des matériaux, mais aussi du travail humain.

Quels sont les effets exercés par l'industrialisation sur les rapports juridiques de la qualité de membre des coopératives de production?

Les relations des personnes travaillant dans les coopératives de production par rapport à la coopérative de production sont groupées en trois catégories de rapports juridiques se distinguant selon la forme.

Rapports juridiques de la qualité de membre

Rapports de travail des membres de famille participant au travail commun

Rapports de travail des employés

*Les rapports juridiques de la qualité de membre* comprennent, selon la réglementation juridique et la théorie du droit sur les coopératives de production, trois groupes de droits et d'obligations. Il s'agit des droits et obligations du propriétaire, des droits et obligations patrimoniaux, organisationnels et administratifs, ainsi que de ceux relatifs à la participation aux travaux communs. Les rapports juridiques de la qualité de membre sont soumis à la réglementation du code portant sur les coopératives de production.

*Les rapports de travail des membres de famille.* Le code sur les coopératives prévoit que «les membres de famille peuvent participer — sous les mêmes conditions que les membres de la coopérative — au travail de la coopérative de production». Les rapports juridiques des membres de famille sont établis entre la coopérative de production et en premier lieu avec les membres de famille vivant en ménage commun avec un membre de la coopérative de production et travail commun coopératif. Les membres de famille d'un membre de la coopérative de production qui participent régulièrement au travail commun peuvent participer, avec voix consultative, à l'assemblée générale et peuvent être invités à participer aux activités des autres organes de la coopérative; ils bénéficient des prestations des assurances sociales et de toutes les autres allocations et faveurs prévues par la loi ou les statuts.

Les règles des rapports juridiques des membres de familles sont également incorporées au code portant sur les coopératives de production.

*Les rapports juridiques de travail des employés.* Selon le code sur les coopératives de production. «Sauf disposition contraire des actes législatifs et réglementaires, la coopérative de production ne peut employer des personnes n'appartenant pas à la coopérative de production qu'à condition de

ce qu'il n'y ait pas de membre qualifié à tel ou tel poste particulier ». De même, la coopérative de production pourra embaucher un employé lorsque l'effectif et la composition de l'ensemble des membres ne permettent pas d'assurer l'exécution sans-à-coup des travaux. Les rapports juridiques des travailleurs employés sont soumis à la vigueur du Code de travail. Les rapports juridiques sont établis par un contrat de travail et la coopérative de production peut le résilier par un congédiement unilatéral. En ce qui concerne les travailleurs employés par un contrat de travail, les droits de l'employeur sont exercés par la direction.

Les employés des coopératives de production proviennent surtout des rangs des personnes disposant d'une qualification professionnelle. Pourquoi ces travailleurs n'établissent-ils pas des rapports juridiques leur conférant la qualité de membre avec la coopérative de production? Nous reviendrons à cette question plus tard, lorsque nous présenterons les rapports juridiques de travail des membres des coopératives de production.

### 1. *La naissance des rapports juridiques de la qualité de membre*

Les rapports juridiques de la qualité de membre des membres de la coopérative de production sont constitués par l'adoption de la déclaration d'adhésion soumise par écrit à la direction.

Ce sera l'assemblée générale qui décidera de l'admission des membres et en informera les intéressés tout en informant l'assemblée générale suivante. Cette information n'affectera pas la qualité de la demande d'admission.

Dans le cas où la direction refusera la demande d'admission, la personne intéressée pourra s'adresser à l'assemblée générale; sa demande sera soumise à l'assemblée générale suivante dont la décision sera sans appel.

Les possibilités de l'admission d'un membre pourront être influencées par deux circonstances:

- les possibilités d'emploi de la coopérative de production (circonstances objectives)
- le jugement de la personne ayant demandé son admission (circonstances subjectives).

Par conséquent, la coopérative de production acceptera la personne s'étant présentée comme membre lorsqu'elle aura besoin de la main-d'œuvre et la personne en question correspond aux exigences de travail.

### 2. *La teneur des rapports juridiques de la qualité de membre est comme suit:*

#### a) *droits et obligations de propriétaire et patrimoniaux:*

- *l'obligation de l'apport de la terre et des biens:*

le code portant sur les coopératives de production prévoit ces obligations à l'égard du membre demandant son admission, alors que la propriété foncière privée,



- faisant abstraction d'un pourcentage insignifiant (de 3,5%), — a été remise à l'exploitation des coopératives déjà à la date de la réorganisation;
- *le droit à une rente foncière* (voir la partie concernant les droits de membres en retraite et recevant une rente)
- *le port de risques de propriétaire avec la part due à la base du travail*: nous reviendrons à ces questions plus en détail lorsque nous ferons connaître les rapports juridiques de travail des membres;
- *contributions à la production et au développement*.

Les membres peuvent contribuer pécuniairement à la réalisation des objectifs de développement communs approuvés par l'assemblée générale sous les conditions prévues aux statuts (contributions de production et de développement).

Les membres offrent une contribution de production et de développement à la base de leur décision bénévole. Les droits et les obligations concernant la contribution (les délais du remboursement, etc.) devront être inclus dans un accord écrit conclu par la coopérative de production et le membre.

*Le taux de la part à payer après la contribution de production et de développement ne pourra pas dépasser le taux des intérêts prévus par la loi, celui-ci devant être mis au compte au titre de frais de production.*

Cette forme des rapports patrimoniaux n'a aucune portée pratique compte tenu de ce que les coopératives de production ne peuvent payer aux membres tout au plus que 5 pour cent (ceci étant le taux légal des intérêts).

#### *b) Droits et obligations organisationnels et de gestion (administratifs)*

Le principe de base de la direction intérieure de la coopérative est la démocratie coopérative socialiste. La substance de la démocratie coopérative est déterminée par la science sociale socialiste de la manière suivante:

— La source politique de la démocratie coopérative est la démocratie socialiste étroitement liée à l'existence de l'Etat socialiste. En effet, la propriété coopérative ne peut pas, d'elle-même, réaliser la démocratie au sein de la coopérative, ni non plus garantir son fonctionnement souple. C'est le mécanisme de fonctionnement de la société socialiste qui garantit à la démocratie coopérative la possibilité de se réaliser. Par contre, la démocratie coopérative exerce en parallèle des fonctions un même sens: elle mobilise les membres des coopératives et leur assure la possibilité de participer activement à l'édification sociale et économique, à la gestion et au contrôle.

— La source économique de la démocratie coopérative est la propriété coopérative. Cependant, cette forme de propriété constitue, non pas en soi même, mais en corrélation avec l'économie d'entreprise autonome de la coopérative, l'une des sources de la démocratie coopérative. Cette corrélation exprime qu'il s'agit de l'un des types de la propriété socialiste qui fait partie de l'économie nationale socialiste. *Elle exprime en outre que la*



*disposition de cette propriété et le droit d'utilisation reviennent aux membres de la coopérative, mais que l'exercice des attributions de propriétaire ne peut pas avoir comme résultat une violation des intérêts de la société.*

*La démocratie coopérative est donc une notion à contenu politique qui exprime par des institutions juridiques spécifique que:*

- dans le cadre des relations extérieures de la coopérative, l'Etat et ses organismes doivent prendre en considération et respecter l'autonomie de la coopérative,

- dans le mécanisme interne de la coopérative, conformément aux exigences de l'autogestion démocratique, les membres de la coopérative décident eux-mêmes sur les questions principales touchant le fonctionnement, l'économie et l'activité sociale de la coopérative.

*Cela veut donc dire que la coopérative se trouve sous le règne de l'ensemble des membres. La démocratie se distingue, précisément par son caractère de pouvoir de propriétaire, de la démocratie d'entreprise ou du lieu de travail existant dans les entreprises de l'Etat où le collectif des travailleurs a un droit d' „intervention”, un droit de regard à l'encontre du représentant de l'Etat propriétaire, du directeur et des autres dirigeants de l'entreprise nommés par l'Etat.*

La théorie du droit sur les coopératives déduit les principes de base de la direction coopérative à partir du pouvoir de propriétaire, de ensemble des membres. Il s'agit des principes suivants:

- le principe de la direction par les membres,
- le principe de l'autogestion coopérative,
- le principe de la dépendance réciproque entre les organismes corporatifs, entre les dirigeants et les membres.

La loi unifiée portant sur les coopératives déclare ces principes de la manière suivante:

« Conformément aux exigences de l'auto-détermination démocratique, les membres de la coopérative:

a) tranchent eux-mêmes les questions principales concernant le fonctionnement, la gestion et l'activité sociale de la coopérative;

b) élisent les organes dirigeants,

c) contrôlent le fonctionnement et la gestion des organes de la coopérative;

d) demandent des rapports des préposés.

A la base de la Loi III de l'an 1967 modifiée par les décrets-lois N° 9 de l'an 1977 et N° 35 de l'an 1971 les formes de la direction des membres sont comme suit:

- l'organisme corporatif dirigeant principal est l'assemblée générale, composée de la totalité des membres;
- la démocratie directe et de représentation se fait valoir dans un système de forums uniformes d'autogestion (assemblée générale, direction, commissions, collectivités des lieux de travail):

- tous les autres organismes dirigeants et les dirigeants de la coopérative sont accrédités par les membres et leur sont subordonnés de tous les points de vue.

Nous ferons en ce lieu abstraction de la représentation des règles relatives aux compétences et au fonctionnement de la commission de contrôle et des autres commissions. Dans une des brochures de vulgarisation annexée à l'exposé présent dont le titre est « Démocratie coopérative — gestion des coopératives » vous trouverez les règles du code des coopératives concernant les organes susmentionnés.

La loi sur les coopératives élève au rang de *fonctionnaires* les chefs et les membres des organismes corporatifs qui assument dans le fonctionnement et l'économie des coopératives une activité de direction et de gestion d'une importance-clé. Tels sont le président, les vice-présidents, les membres de la direction, le président et les membres de la commission arbitrale de la coopérative, le président de la commission des femmes, les délégués élus à l'assemblée des délégués de la fédération territoriale, le membre élu au Conseil National des coopératives de production.

Au sein des coopératives de production un champ de travail de dirigeant pourra être assumé pas seulement par les membres, mais aussi par des spécialistes qui ont des rapports juridiques d'employés avec la coopérative. Le chef comptable, l'agronome en chef, l'éleveur en chef, le conseiller juridique, les chefs des différentes branches d'exploitation, les chefs des unités organisationnelles de travail (chef d'ateliers, chefs de batteries) peuvent aussi établir des rapports juridiques de qualité de membre avec la coopérative, bien que la pratique indique qu'en général les responsables professionnels choisissent plutôt les rapports juridiques d'employés. Nous reviendrons à ce point en fournissant quelques explications à cet égard lorsque nous ferons connaître les rapports juridiques des employés.

De quelle manière se font prévaloir le principe de la direction de l'ensemble des membres et, dans ce cadre, le droit de la gestion de propriétaire dans la pratique?

L'assemblée générale est l'organisme corporatif suprême de la coopérative. Elle déploie son activité dans la sphère de compétence déterminée par la loi sur les coopératives et par les statuts.

Sont réservés à la compétence exclusive de l'assemblée générale:

- a) la détermination des statuts et leur modification à la base de la décision propre de la coopérative;
- b) l'élection, la décharge et le rappel du président, des vice-présidents, des membres de la direction, des présidents et des membres de la commission de contrôle et de la commission d'arbitrage, du président de la commission des femmes, ainsi que les délégués de la fédération territoriale;
- c) la définition des plans de développement de perspectives et à moyen terme, l'approbation du plan annuel, ainsi que des indices principaux de la balance et des comptes de clôture;
- d) la décision d'adhérer ou de se retirer d'une fédération régionale;



- e) la décision de fusionner, de diviser, de transformer ou de dissoudre la coopérative;
- f) la délégation des membres à l'assemblée chargée de l'élection des délégués au congrès et à la fédération territoriale;
- g) la décision dans toutes les questions réservées par une disposition légale ou par les statuts à la compétence de l'assemblée générale.

La convocation de l'assemblée générale est du ressort de la direction. L'assemblée générale doit être convoquée à des intervalles déterminés, mais au moins une fois par an. Dans les coopératives où ne fonctionne aucune assemblée de délégués, l'assemblée générale doit se tenir au moins deux fois par an.

Tous les membres de la coopérative, les dirigeants des unités en rapports de travail d'employés, les secrétaires des organes de l'Union des jeunesses communistes et des syndicats de la coopérative, ainsi que le représentant de l'organisme assument la surveillance légale de l'Etat et le représentant de la Fédération territoriale doivent être invités à l'assemblée générale.

Les votes de l'assemblée générale sont donnés par les membres disposant du droit de vote; le scrutin est secret ou public; la majorité est soit simple soit qualifiée.

#### *L'assemblée générale partielle*

Le code portant sur les coopératives de production agricole permet que dans le cas de coopératives à effectif élevé, comprenant plusieurs agglomérations, l'assemblée générale soit tenue — avec un ordre du jour identique, — en des groupes comprenant les membres de la coopérative (assemblées générales partielles).

Ce sont les règles de l'assemblée générale qui servent de directives pour le fonctionnement de l'assemblée générale partielle, avec les compléments suivants:

— l'assemblée générale partielle est autorisée à prendre des décisions si au moins deux tiers des membres faisant partie de l'assemblée générale partielle y sont présents;

— au moins un membre de la commission de contrôle devra être présent aux assemblées générales partielles. Les résolutions devront être constatées à la base de la comparaison des votes émis en faveur ou contre les projets de résolutions aux différentes assemblées générales partielles.

#### *L'assemblée des délégués*

L'assemblée des délégués — qui sont élus par les membres — est l'organisme corporatif de gestion fonctionnant à la base de la représentation de la coopérative. Elle accomplit son activité dans la sphère de compétence déterminée par la loi sur les coopératives et par les statuts. L'assemblée des délégués tient ses sessions en fonction des nécessités, mais au moins deux fois par an. Dans les coopératives où ne fonctionne pas d'assemblée de délégués (ceci n'étant pas obligatoire si l'effectif n'atteint



pas le nombre de 300 personnes), c'est l'assemblée générale qui décidera également quant aux questions intéressant sa sphère de compétence.

Les délégués (5 à 10 pour cent de l'effectif de la coopérative) sont élus par les collectifs des lieux de travail de sorte que les diverses unités d'organisation et chaque couche de l'effectif soient proportionnellement représentées à l'assemblée des délégués.

Dès leur élection aux postes à pourvoir, les membres de la direction, le président de la commission de contrôle, le président de la commission arbitrale de la coopérative, le président de la commission des femmes et le président de la commission des terres en exploitation individuelle deviennent membres de plein droit de l'assemblée des délégués.

En plus des délégués, il faut inviter à l'assemblée des délégués, à titre consultatif, les travailleurs occupant un poste de dirigeant, les chefs des unités intéressés à l'ordre du jour, les secrétaires des organismes de l'Union des jeunesses communistes et des syndicats fonctionnant au sein de la coopérative, ainsi que d'autres personnes déterminées par les Statuts.

#### *Les collectivités des lieux de travail*

Les consultations des collectivités des lieux de travail ont été créées par le décret-loi N° 9 de l'an 1977 modifiant le code portant sur les coopératives de production.

Les collectivités des lieux de travail sont des forums permettant un exercice direct de la démocratie coopérative; à leurs délibérations participent *les membres, les employés*, les membres de famille travaillant régulièrement à la coopérative et elles disposent de droits identiques au sujet des questions ayant trait au travail. Le système des collectivités de travail est déterminé par les statuts, en prenant en considération les unités organisationnelles du travail, dans le cadre des effectifs déterminés par la loi sur les coopératives (l'importance d'une collectivité ne peut être ni inférieure à 20 ni supérieure à 100 personnes).

Le dirigeant des délibérations des collectivités de travail convoque celles-ci en fonction des besoins, mais au moins trois fois par an. Tous les membres de la collectivité du lieu de travail doivent être invités à la session. Les membres de la collectivité du lieu de travail qui sont membres de la coopérative élisent les délégués de l'assemblée des délégués et décident au sujet de toutes les questions ayant trait au travail ou à des prestations sociales qui sont renvoyées par des règles de droit ou par les statuts à la compétence de la collectivité.

Par la suite nous allons examiner le fonctionnement de l'assemblée générale, celui de l'assemblée des délégués et des collectivités des lieux de travail du point de vue, à savoir en quelle mesure sont-elles aptes à faire prévaloir la position de pouvoir du collectif des membres.

En comparant les compétences actuelles de l'assemblée générale avec le texte original de la Loi III de l'an 1967, en particulier avec le texte du décret-loi N° 7 de l'an 1959 concernant les compétences de l'assemblée générale, nous devons constater que celles-ci se sont rétrécies en une telle mesure que nous pouvons en plein droit constater que leur fonctionnement

est devenu tout à fait formel. Les assemblées générales partielles prévues par la réglementation de la loi ont pour ainsi dire entièrement atrophie cette fonction minimale des assemblées générales. Dans *la pratique l'assemblée générale partielle est devenue un organisme local* des collectivités des lieux de travail au sein de la coopérative (comme brigades, sections etc.).

L'assemblée des délégués dispose de larges compétences, c'est-à-dire en principe il y aurait une possibilité pour que l'ensemble des membres puisse faire prévaloir, d'une manière indirecte, sa position de pouvoir à l'encontre de la direction.

En rapport avec les dispositions des règles de droit en vigueur au sujet de l'assemblée des délégués on émet des opinions négatives. Celles-ci peuvent être résumées comme suit:

- en conséquence de ce que les délégués ne sont pas élus à l'assemblée générale — comme cela s'est fait jusqu'en 1977, — le délégué qui est élu par les membres appartenant à la collectivité du lieu de travail, ne fera plus prévaloir les positions de pouvoir de propriétaire de l'ensemble des membres de la coopérative de production, mais il représentera les intérêts des travailleurs d'une collectivité de lieu de travail,

- les délégués énonceront leur opinion et voteront en conformité avec les instructions qu'ils auront reçues de leur collectivité de lieu de travail et non pas en conformité avec leur conviction formée au cours des débats. De cette manière l'assemblée des délégués se répartit en « assemblées de délégués partielles » qui jouent pratiquement le rôle de collectifs de lieux de travail.

Tout cela signifie que bien que la loi prévoit les assemblées générales, les assemblées des délégués et celles-ci existent en principes en tant qu'organismes du pouvoir de l'ensemble des membres, dans la pratique il y a trois « collectivités de lieux de travail » qui fonctionnent, notamment: l'assemblée générale partielle, l'assemblée des délégués et la véritable collectivité de travail.

Tout cela signifie donc que la démocratie de propriétaire de la coopérative de production s'est transformée en une démocratie « du lieu de travail », en une démocratie d'entreprise.

Et tout cela ne signifie rien d'autre que le pouvoir du propriétaire — la démocratie coopérative — a été remplacée par un droit « d'émettre son opinion », de « faire des propositions », « d'intervenir », « de prendre la parole », ces droits revenant aux travailleurs des entreprises d'Etat dans le cadre de la démocratie d'entreprise existant dans les entreprises de l'Etat, ceci à l'encontre de l'Etat propriétaire.

*Nous pouvons donc constater que l'industrialisation de l'agriculture et la fusion des coopératives de production rendent impossible un fonctionnement normal des assemblées générales et des assemblées des délégués et transforment la démocratie de propriétaires en une démocratie d'entreprise ou de lieu de travail. Cela mène par conséquent à des conflits des intérêts des travailleurs et des dirigeants.*

La question doit être posée, qui sont les personnes ou les organisa-



tions qui prennent les décisions dans les coopératives de production et au service de quels intérêts prennent-ils ces décisions?

En conséquence de l'industrialisation et de la fusion, la gestion des coopératives de production a dépassé le cadre coopératif. Les coopératives ont établi les unes avec les autres et avec les organes de l'Etat des relations économiques dépassent même les limites des divers districts. Par conséquent, les intérêts «territoriaux» font successivement passer à l'arrière-plan les intérêts de groupe de l'ensemble des membres des coopératives de production.

Le décret N° 19/1974. (VIII. 18.) MÉM du ministre de l'agriculture et de l'alimentation concernant l'élection des présidents des coopératives de production illustre bien comment les intérêts territoriaux passent à l'avant-plan. Selon ce décret « ne pourra assumer les fonctions de président d'une coopérative de production que celui qui aura certifié son casier judiciaire intact par un certificat dit de bonne vie et de mœurs et qui, par son attitude témoignée jusqu'en ce jour, aura prouvé sa fidélité à la République Populaire Hongroise. La *certification* de l'existence des conditions individuelles devra être demandée 30 jours ... avant les élections du *président du conseil départemental* ».

L'exigence du certificat de bonne vie et de mœurs est compréhensible et son obtention ou son refus a des conditions objectives, précises, contrôlables par les citoyens. Cependant, la « fidélité » ne peut pas être prouvée, la délivrance ou le refus *d'un certificat des autorités* à cet égard *n'a aucune condition objective, c'est-à-dire légale*. Or, cette certification est une *condition* de l'élection du président, voire déjà de sa désignation. L'ordre de « la certification de la fidélité » lors de l'élection du président a pour ainsi dire entièrement délimité la possibilité de la détermination des membres, *il a introduit un élément de la nomination par l'Etat lors de l'élection du président*.

### C) *Règles concernant les rapports juridiques de travail de la qualité de membre des membres des coopératives de production*

Selon le code portait sur les coopératives de production « Dans les coopératives de production le travail commun est fait par les membres et par leurs membres de famille. C'est le droit et le devoir de tous les membres de la coopérative de production de participer au travail commun » (Alinéa (1) et (2) de l'article 58 du Code sur les coopératives de production).

Une condition de la naissance des rapports juridiques de travail de la qualité de membre dans une coopérative de production est que les rapports de la qualité de membre aient été établis, notamment après le 1<sup>er</sup> mai 1977. En ce qui concerne les personnes qui ont adhéré après le 1<sup>er</sup> mai 1977, c'est-à-dire le décret-loi N° 9 de l'an 1977 ayant modifié la Loi N° III de l'an 1967, comme membre à la coopérative de production, il faudra conclure un accord de travail. L'accord de travail a une teneur essentiellement identique à celle du contrat de travail. A l'accord de travail il faut indiquer le champ de travail, l'unité organisationnelle du travail, les heures de travail, la rémunération du travail et la forme de la rémunération du travail.

La question est pourquoi la loi n'a-t-elle introduit qu'après 1977 la conclusion de l'accord de travail? La cause en est qu'au sein des coopératives de production les grandes exploitations agricoles ne se sont établies que successivement, en conséquence de ceci les coopératives de production n'ont pas pu assurer à tous leurs membres un travail régulier et permanent.

Or, ceci signifie que le droit au travail des membres des coopératives de production ne correspond pas au droit à un champ de travail déterminé. L'obligation de la coopérative de production comme employeur prévue à l'encontre des membres signifie encore toujours une *obligation* d'emploi, ce qui veut donc dire que la coopérative est tenue d'assurer à ses membres le droit de l'*acquisition* d'un revenu correspondant au revenu moyen justifié par l'économie nationale des travailleurs employés dans d'autres secteurs de l'économie nationale...

La coopérative de production pourra garantir le droit à l'acquisition d'un revenu aux membres selon les catégories d'emploi suivantes:

- travail effectué dans le cadre de l'unité organisationnelle d'exploitation (ici on indique déjà le champ de travail comme tel)
- engagement de cultiver une surface de terre; ici il s'agit de rapports juridiques typiques dits de métayage;
- activités de production autorisées à être déployées dans les exploitations individuelles,
- lorsque la coopérative de production ne sera pas à même d'augmenter à ses membres un travail régulier pendant une période prolongée, les membres auront le droit d'établir des rapports de travail avec une autre coopérative ou une entreprise de l'Etat, tout en maintenant les rapports juridiques de la qualité de membre avec la coopérative.

Avant de présenter ces formes d'emploi plus en détail, nous devons parler en quelques mots de l'*obligation d'emploi des coopératives de production*. Afin d'éclaircir cette notion nous devons remonter à la date de la réorganisation socialiste de l'agriculture.

Le mouvement coopératif, en résultat duquel les coopératives de production agricole actuelles ont vu le jour, avait comme objectif — comme cela est notoirement connu — la réorganisation socialiste de l'agriculture. Ceci doit être souligné pour deux raisons. D'une part, parce que ce mouvement coopératif était un élément organique de la politique économique de l'Etat socialiste. D'autre part, le but du mouvement n'était rien d'autre que de changer le mode de production d'une branche fondamentale de l'économie nationale, à savoir celui de l'agriculture. L'objectif primaire de la réorganisation socialiste était de supprimer la propriété privée de la terre paysanne afin que puissent être créées les conditions organisationnelles lors du développement des forces de la production agricole en grande exploitation.

*L'unification des exploitations paysannes en coopératives ne créa pas les conditions objectives de l'agriculture en grande exploitation.* En effet, l'association patrimoniale des petits producteurs de marchandises ne put, bien naturellement signifier que l'apport de la terre et c'est seulement dans une mesure insignifiante qu'elle correspondit à un apport des autres objets et biens (surtout des animaux), puisque les moyens de la production des petites exploitations étaient inutilisables dans les grandes exploitations. Au début, les coopératives de production agricole ne disposaient pas des moyens de production permettant une grande exploitation, ceci étant pourtant une condition fondamentale de leur bon fonctionnement.



La condition de leur existence résida dans le développement du système des stations des machines agricoles de l'Etat.

Cela revient à dire, par conséquent, qu'une condition de début particulière de la gestion économique des coopératives de production agricole — qui eut aussi un effet sur le développement ultérieur — était qu'elles ne disposaient pas d'un des facteurs objectifs de la production, à savoir des moyens de production requis pour une grande exploitation : ou bien, elles ne les avaient pas à leur propre titre, ou bien ces moyens manquaient tout court.

Une autre condition de début particulière est en rapport avec le facteur individuel de la production, à savoir la main-d'oeuvre. En ce qui concerne la quantité et la proportion de la main-d'oeuvre disponible grâce à l'ensemble des membres, — malgré l'effet absorbateur très vigoureux de l'industrie, — cette main-d'oeuvre était très importante en conséquence de la petite production marchande précédente. A ceci s'ajouta encore qu'en conséquence des rapports de propriété précédents, dans le secteur des coopératives de production agricole, la répartition des forces de production — à savoir celle de la terre et de la main-d'oeuvre — était inégale, car la densité des membres dans les différentes coopératives de production était une fonction des rapports de propriété précédents.

Une troisième condition de départ particulière était la condition créée par le mécanisme économique dit « direct » : la disproportionnalité des niveaux de prix dans l'industrie et dans l'agriculture, le niveau très bas des prix de production agricoles. Cette différence peut être évaluée — avant la réglementation des prix en 1966 — à quelque 36 pour cent, ce qui provient du fait que le niveau des prix de l'agriculture resta au-dessous du niveau motivé par les frais et dépenses nécessaires, alors que les prix de l'industrie étaient de 11 pour cent supérieur à ce niveau.

Il est assez difficile de présenter par des chiffres l'approvisionnement non adéquat en moyens de production, bien qu'on puisse le faire ressentir par les données suivantes :

Les fermes de l'Etat qui exploitaient sur 30 à 32 pour cent de la surface foncière les 14 pour cent des labours, disposaient de 1961 à 1966 des 48 pour cent des fonds fixes à destination agricole. Par contre, les coopératives de production agricole qui exploitaient sur 62 pour cent de la surface agraire et sur 80 pour cent des labours, ne disposaient que des 42 à 46 pour cent des fonds et moyens fixes destinés à l'agriculture dans la même période.

Le niveau de la mécanisation des coopératives de production agricole est aussi resté en arrière par rapport à celui des fermes d'Etat. Le niveau de la mécanisation lors de la récolte des céréales était déjà en 1960 dans les fermes d'Etat de 97,4 pour cent, alors que dans les coopératives de production agricole il n'était que de 53,3 pour cent et il n'atteignit qu'en 1968 le niveau de 97,3 pour cent. Le degré de la mécanisation de l'arrachage des betteraves varia de 1961 à 1966 entre 89 et 95 pour cent, alors qu'en 1961 il ne fut que de 31 pour cent dans les coopératives de production agricole et même en 1966 il n'atteignit que les 56,4 pour cent.

La densité des tracteurs était aussi bien plus élevée dans les fermes d'Etat que dans les coopératives de production agricole, même en ajoutant à l'effectif de ces dernières les tracteurs appartenant aux stations de tracteurs. La surface des labours par tracteur ou par unité de tracteur était dans les fermes de l'Etat en 1961 de 58 hectares, en 1966 de 40 hectares, alors que dans les coopératives de production agricole ces chiffres étaient pour les mêmes années de 102 et 52 hectares respectifs.

L'approvisionnement non adéquat quant aux moyens de production se manifesta non seulement par le fait qu'il y avait peu de moyens, mais aussi par la composition du stock des moyens. Au début du fonctionnement et de l'exploitation des coopératives de production agricole il ne pouvait a priori y avoir une proportion conforme entre la terre et les moyens de production, puisque la centralisation de la terre avait eu lieu en une fois et au préalable lors de la réorganisation, alors que la concentration des moyens de production n'avait eu lieu que plus tard et successivement. Voire, parmi les moyens de production il fallut tout d'abord assurer ceux qui permettent une exploitation effectuée sur de grandes surfaces. Pour cette raison, la mécanisation était une question fondamentale. Les autres moyens nécessaires à la culture en grandes exploitations qui agissaient dans le sens de l'élargissement de la surface d'exploitation et ainsi, dans le sens de l'élargissement de l'emploi, qui auraient pu signifier la mise en valeur du principe dit de « l'intéressement des membres », ne purent être créées que plus tard et pas à pas.

La contradiction existant entre les conditions de la terre et de la main-d'oeuvre et l'approvisionnement en moyens de production provient de la forme « coopérative » des coopératives de production agricole. Compte tenu de la réglementation juridique des rapports de droit relatifs à la qualité de membre, la coopérative de production n'a pas la possibilité de décider au sujet de la réduction de l'effectif de la main-d'oeuvre composée des membres, par une cessation unilatérale des rapports de droit des membres. En conséquence des rapports de droit des membres les mouvements de la main-d'oeuvre des membres (les changements des lieux de travail) sont limités. Néanmoins, en conséquence de l'effet absorbateur de l'industrie, la part des salariés dans l'agriculture et leur nombre absolu diminuent successivement. Le nombre des salariés actifs de l'agriculture a diminué de 1949 à 1964 par quelque 30 pour cent et ce processus a aussi continué après 1964. En moyenne nationale, le nombre de l'effectif des membres des coopératives de production agricole a diminué de 1961 à 1966 de 8,6 pour cent. Il est naturel que sous l'effet absorbateur, de l'industrie ce furent des jeunes qui délaissèrent les coopératives de production agricole, puisque les personnes appartenant à la génération plus âgée n'étaient plus capables ni d'apprendre un nouveau métier, ni de changer leur mode de vie. Par conséquent, il y eut un vieillissement considérable dans les rangs des membres des coopératives de production agricole. En 1961 52 pour cent des membres des coopératives de production agricole furent plus âgés que 55 ans. En 1966 la part des personnes de plus de 55 ans ne correspondait plus qu'à 44 pour cent. L'âge moyen des membres des coopératives de production agricole était déjà élevé à la date de la réorganisation de l'agriculture (de 1959 à 1961). Ceci eut comme raison que les familles paysannes donnèrent suite à leur obligation d'apport de la terre par l'intermédiaire des membres de famille âgés, puisqu'au début les coopératives de production agricole n'étaient pas à même de garantir à leurs membres ni une possibilité de travail permanente, ni le versement du revenu dû pour le travail effectué en commun.

*Au cours de la réforme du système de gestion économique (1967) l'Etat modifia sa politique économique poursuivie à l'égard des coopératives de production jusqu'en cette date. Le changement fut la conséquence de la modification du système de gestion. L'essence de la réforme fut que, tout en maintenant le rôle directeur de la planification centrale, elle mit fin au rôle prédominant et presque exclusif joué parallèlement par celle-ci dans l'exécution du plan. La réforme accentua, à côté de la planification, expression de la politique économique, le rôle des rapports marchands et monétaires, et par conséquent, de la loi de la valeur, indice le plus important de l'efficacité économique: elle lia la planification centrale aux éléments les plus importants de l'économie de marché. L'idée fondamentale de cette conception était qu'au lieu de la gestion fortement centralisée il fallait assurer un plus grand terrain à la gestion d'entreprise autonome. Le but était que les décisions soient concédées en faveur des entreprises et des coopératives et que l'Etat influence ces décisions par l'introduction du mécanisme du marché, surtout par des moyens économiques, pour que celles-ci correspondent aux intérêts de l'économie nationale.*

Les mesures de politique économique les plus importantes de l'Etat en rapport avec les coopératives de production étaient les suivantes:

— *Les prix à la production furent augmentés.* En 1966 les prix à la production augmentèrent d'environ 9 pour cent, de 1968 à 1970 de 10 pour cent supplémentaires.

— *Une majorité des dettes des coopératives de production furent supprimées.* En effet, même le niveau accru des prix ne put suffire au remboursement des dettes accumulées.



— *La sphère des activités des coopératives de production fut élargie.*

En effet, jusqu'au milieu des années soixante des règles de droit interdisant que les coopératives de production s'occupent aussi d'activités dépassant les sphères de l'élevage d'animaux et de la production végétale.

— *La sphère de la propriété coopérative fut élargie — on créa la propriété foncière coopérative.*

Tous ces changements économiques furent suivis par des changements ayant trait à la politique de droit : *l'égalité en droit de la propriété coopérative et de la propriété de l'Etat fut déclaré par la loi.* En effet, jusqu'en 1967 la théorie économique et la science du droit considéraient la propriété des coopératives comme étant moins développée et d'un ordre inférieur par rapport à la propriété de l'Etat, ayant un caractère moins socialiste, tout en prévoyant, bien entendu, par cette évaluation la nécessité de la suppression la plus rapide possible de la propriété coopérative.

*Sous l'effet de la réforme économique les coopératives de production agricole ce mirent à gérer leurs affaires d'une manière semblable à celle des entreprises.* Qu'est-ce que cela signifie?

Jusqu'en 1967 une exploitation d'agriculteurs, une économie naturelle caractérisait les coopératives de production. Ceci est aussi indiqué par les fonds formés avant 1968, comme par exemple, les fonds de semences, des fourrages. Ces fonds ne visaient pas le processus de la reproduction. Il n'y avait pas de fonds d'amortissement spécial pour remplacer régulièrement les moyens fixes et les renouveler. La mesure de l'usure des moyens fixes resta dissimulée, ainsi on ne connaît pas quel a été la part nécessaire au remplacement et au renouvellement. On n'enregistra pas le travail et les frais alloués à la modernisation de certains produits. Ceci eut comme conséquence logique qu'on ne forma pas de fonds pour couvrir les frais inconnus des dépenses ou attributions de travail. Nous devons remarquer que même vers la mi-cinquantaine, pour justifier la pratique, la théorie économique nia la validité des comptes des frais de revient dans les coopératives de production. L'absence de la séparation nette des frais de revient et du revenu rendit possible que les prix d'achat par l'Etat ne contiennent pas le revenu nécessaire au remplacement des moyens fixes et de roulement et à l'élargissement de la production. Par conséquent, l'absence des comptes des frais de revient dans les coopératives de production permit d'ouvrir au maximum les ciseaux des prix des produits agricoles et industriels, et rendit possible qu'une partie majeure du revenu produit dans l'agriculture se présente auprès des entreprises de l'Etat et qu'ainsi l'Etat en dispose directement. L'Etat disposait des revenus nets produits dans les coopératives de production et c'est l'Etat qui assurait à un niveau minimum, par des crédits, par les divers outils de la subvention de l'Etat, que la production coopérative soit maintenue.

*Depuis 1968, année de l'introduction du principe de l'autonomie financière de gestion,* les coopératives de production agricole forment les fonds suivants :

— un fonds d'amortissement, que les coopératives de production pouvaient utiliser librement, sans limites pour reproduire les fonds fixes et mettre à compte comme frais de production;

— un fonds de participation qui comprenait un fonds de rémunération du travail, pouvant être mis à compte comme frais de la production, et un fonds de participation supplémentaire en fin d'année;

— un fonds de roulement pour remplacer les outils utilisés dans le processus de production, pour cette raison il pouvait être mis à compte comme frais;

— un fonds de développement d'accumulation pour élargir les moyens fixes et de roulement,

— un fonds pour la sécurité des revenus, pour écarter et éviter les rechutes dans les revenus,

— un fonds social,

— un fonds culturel.

Grâce au développement économique, en 1967 on fixa au niveau de la loi le minimum de travail des membres des coopératives de production. La fixation d'un minimum concernant l'obligation de travail signifia en même temps la fixation du minimum du droit au travail. Le minimum des heures de travail était par membre de 1500 heures de travail par an, dans le cas des femmes de 1000 heures par an.<sup>1</sup> La limite supérieure des heures de travail était pour les personnes employées dans des activités de base de 3000 heures, pour celles employées en dehors des activités de base de 2500 heures par an. A partir de 1967 les membres avaient le droit à un congé payé, à la sécurité sociale et à l'assurance de la retraite. Cela veut donc dire qu'à partir de 1968 les droits des membres des coopératives de production relatifs à l'exécution du travail commençaient à se rapprocher des droits revenant aux travailleurs des entreprises.

A l'heure actuelle les coopératives de production agricole fixent aux statuts les heures de travail annuelles de leurs membres, en fonction de leurs conditions économiques, par 1500 (1000) à 3000 (2500) heures de travail. Il y a des coopératives de production où tous les membres exécutent le maximum des heures de travail, mais il y en a aussi d'autres coopératives de production disposant de conditions économiques faibles qui ne peuvent garantir à leurs membres qu'un minimum des heures de travail. En 1980, en moyenne nationale, les heures de travail annuelles des membres des coopératives de production étaient de 200 heures.

En revenant à l'obligation des coopératives de production concernant l'emploi des membres, nous devons constater que les coopératives de production peuvent également donner suite à cette obligation en assurant : un travail aux membres non pas dans les unités d'organisation collectives, mais en leur offrant des superficies à cultiver en métayage ou bien elles peuvent encore compter les activités déployées dans les exploitations individuelles comme heures de travail faites dans le cadre de l'exploitation collective.<sup>2</sup>

Les cadres de l'exploitation individuelle complémentaire sont déterminés par les statuts de la coopérative. Le principe de base en est que, dans les coopératives de production, c'est le développement de l'exploitation col-



lective qui est déterminant et primordial, et la production individuelle ne peut évoluer qu'en conformité avec celui-ci. Tout membre de la coopérative de production ne peut donc poursuivre l'exploitation individuelle complémentaire que dans une mesure n'empêchant pas l'accomplissement de ses obligations découlant de ses rapports en tant que membre.

*Le code portant sur les coopératives de production agricole considère le travail effectué par les membres dans les exploitations individuelles comme ayant un caractère de travail collectif en cas de l'existence des conditions suivantes :*

- lorsque le membre produit dans son exploitation individuelles certaines espèces de produits définis par le ministre de l'agriculture et de l'alimentation;
- lorsqu'il aura conclu avec la coopérative de production un accord selon lequel il commercialisera les produits ou les animaux y figurant par la coopérative de production ou par la voie de l'exploitation collective;
- lorsque le membre aura accompli les heures de travail prévues aux statuts au cours de l'année précédente dans l'organisation de travail collective, quand la coopérative de production n'est pas à même d'assurer au membre des possibilités de travailler dans l'organisation de travail collective.

Le travail fait dans l'exploitation individuelle en conformité avec les conditions susmentionnées devra être pris en considération (calculé) du point de vue droit aux prestations de la sécurité sociale, du droit au congé à la mère au foyer pour soigner son enfant jusqu'à l'âge de trois ans de celui-ci, ainsi qu'en ce qui concerne le droit du membre d'obtenir des prestations sociales et un lopin d'exploitation individuelle de la coopérative.

*Le droit au lopin de l'exploitation individuelle correspond, selon la réglementation actuelle, à un élément des rapports juridiques de travail de la qualité de membre, contrairement aux dispositions du décret-loi N° 7 de l'an 1959 selon lequel le droit au lopin de l'exploitation individuelle était un élément des rapports juridiques de propriétaire et patrimoniaux.*

Les rapports existant entre l'exploitation collective et les exploitations individuelles des coopératives de production sont illustrés par le tableau suivant :

Dénomination	Secteur coopératif	dont	
		collectif	individuel complémentaire
Superficie exploitée .....	63,7	57,5	5,8
Dans ce cadre:			
surface arable .....	81,4	75,4	6,0
jardin .....	28,4	1,9	26,5
verger .....	61,5	46,8	14,7
vigne .....	62,5	30,8	32,1
Production agricole brute .....	68,5	54,3	14,2
Salariés .....	74,2	62,8	...

Dénomination	Secteur coopératif	dont	
		collectif	individuel complémentaire
Effectif de chevaux			
chevaux .....	50	38	12
vaches .....	75	57	18
porcs .....	53	25	28
brebis .....	69	63	6
volaille .....	51	17	34

*Un autre point essentiel de le teneur des rapports juridiques de travail de la qualité de membre dans les coopératives de production est la réglementation de la partie due aux membres à la base de leur travail.*

Suivant le code portant sur les coopératives de production agricole, modifié en 1977 (Article 67 (1)), « Dans la mesure de son travail déployé à la coopérative de production, le membre a droit à la participation au revenu. » (2) La participation au travail commun doit être mesurée, appréciée et rémunérée par l'application du principe de la répartition selon le travail fait, sur la base du rendement du travail. Le système de la mesure, de l'appréciation et de la rémunération (système de rémunération de travail) est déterminé par la coopérative de production *dans le cadre des règles de droit!*

La théorie économique et la théorie du droit sur les coopératives de production, de même l'opinion courante jugeant les coopératives de production et les entreprises de l'Etat voient les différences entre la propriété de l'Etat et la propriété de groupe des coopératives dans deux facteurs. *L'un est la participation aux décisions d'ordre économique, alors que l'autre comprend les modalités de la répartition du revenu dû à la base du travail collectif effectué.*

Les membres des coopératives de production sont *propriétaires des coopératives de production parce que les modalités de la fixation du revenu individuel dû à la base du travail, les droits de l'ensemble des membres, de même les revenus individuels dépendent du revenu collectif des coopératives de production.*

Avant de faire connaître en détail les règles en vigueur au sujet des modalités de la répartition du revenu, nous présentons la réglementation concernant la répartition du revenu parmi les membres à la base du décret loi N° 7 de l'an 1959 et de la Loi III de l'an 1967 entrée en vigueur en 1968.

Au point précédent, en présentant l'obligation des membres de faire un travail, nous avons indiqué les contradictions existant au sein de l'exploitation des coopératives de production qui avait caractérisé avant la réorganisation socialiste de l'agriculture, jusqu'en 1967, les coopératives de production. Il a avait des contradictions entre l'approvisionnement en moyens de production et la quantité de la main-d'oeuvre, de même entre le niveau des prix des produits industriels et celui des produits agricoles. Les prix industriels étaient disproportionnellement élevés et les prix agricoles étaient hors proportion bas.



Les deux contradictions ont donné naissance à une troisième: *en dépit de ce que les coopératives de production faisaient face à un surplus de la main-d'oeuvre, il y avait une pénurie de la main-d'oeuvre dans les coopératives de production*, ce qui eut comme conséquence que la production coopérative n'avait pas accès au travail de bonne qualité nécessaire. La pénurie de la main-d'oeuvre et le travail de mauvaise qualité peuvent être expliqués par les modalités concernant la répartition (réglementation) du revenu parmi les membres des coopératives de production.

Le travail effectué par les membres des coopératives de production au sein des exploitations collectives était évalué par le système jour-travail.

Le jour-travail est un indice qui définit le dénominateur des différents travaux selon leur degré de difficulté de qualification et d'importance. En fonction du travail effectué dans l'exploitation collective et catégorisé selon les points de vue indiqués, le membre reçoit une quantité différente de jours-travail après avoir effectué une unité de ce travail. A la fin de l'année, lors de la répartition de revenu, il en bénéficie au prorata du nombre des jours-travail effectués au cours de l'année.

Le revenu commun divisible était la partie dite du « reste ». Le décret-loi N° 9 de l'an 1959 qui réglementait les rapports de l'organisation et de la gestion des coopératives de production, déterminait l'ordre de suite de la répartition du revenu de la manière suivante: « Le revenu restant après l'accomplissement — des obligations envers l'Etat et des autres obligations, ainsi qu'après la satisfaction des fonds devra être réparti de manière que les membres et les membres de famille en obtiennent leur part à la base de leur travail, proportionnellement aux unités de travail — jour accomplies. » Les coopératives de production agricole auraient pu s'acquiescer un revenu en argent par la vente de leurs produits. Cependant, elles ne pouvaient vendre leurs produits qu'exclusivement à l'Etat sous la forme de contrats d'achats. Les prix de l'achat étaient fixés unilatéralement par l'Etat, notamment de la manière que nous avons déjà indiquée, c'est-à-dire les prix ne contenaient pas le revenu nécessaire au remplacement des moyens fixés et de roulement, au développement de la production, en même temps les prix ne contenaient pas les frais de travail alloués à la production des produits.

Les revenus en argent minimum versés aux coopératives de production devaient être dépensés pour payer les impôts et accumuler les fonds formés en argent, c'était donc le revenu restant après ces opérations qui pouvait être réparti parmi les membres. Cette forme de la participation au revenu était appelée « principe du reste ». La position de propriétaire de groupe des membres des coopératives de production s'exprime donc par le principe du reste.

Cette position de propriétaire de groupe avait été catégoriquement soulignée par la réglementation du droit des coopératives, par la théorie de l'économie et du droit, ainsi que par les prises de position politiques suivant avec attention la gestion des coopératives de production. La presse économique et politique s'occupant des coopératives de production avait pour ainsi dire suggéré à l'opinion publique politique les corrélations existant entre les décisions de propriétaire autonomes prises par les membres coopératives de production agricole et le port des risques pour les résultats de l'exploitation de celles-ci. Cette corrélation est contenue d'une manière fort illustrative par la disposition du décret-loi N° 7 de l'an 1959 sur les compétences et attribution des assemblées générales.

A la base du décret-loi N° 7 de l'an 1959 les droits et les obligations organisationnels et administratifs (de gestion des membres) sont comme suit: Article 48 (1) L'organe suprême de la coopérative de production est l'assemblée générale qui est composée de l'ensemble des membres.

(3) Font partie de la compétence exclusive de l'assemblée générale:

- la discussion et l'adoption ou la modification du plan de production et du budget comprenant les recettes et les dépenses, ainsi que les comptes de clôture;
- la décision au sujet de la conclusion ou de l'approbation des contrats plus importants;
- la prise de décision au sujet de la division du revenu ou du port des pertes.

Cela veut donc dire que les coopératives de production formaient un champ de conflits d'aspirations contradictoires. Dans l'intérêt d'une industrialisation extensive accélérée, l'Etat s'efforçait de disposer le plus complètement possible de la production nationale. Ce furent ces objectifs qui étaient la cause du système direct de la gestion économique.

La contradiction pouvait être supprimée de facons. Soit en transformant la propriété

de groupe par ailleurs formelle en propriété de l'Etat et en tirant les leçons, soit en prenant des démarches fermes dans le sens de la création d'une véritable coopérative capable de fonctionner. La direction hongroise choisit cette dernière voie lorsqu'elle introduisit en 1967 la réforme de système de question économique.

*A partir de 1968 le système de la répartition des revenus des coopératives de production subit des changements fondamentaux.<sup>3</sup> On créa le fonds de participation qui comprenait un fonds de rémunération du travail (de salaires) pouvant être compatible comme frais de production et la participation supplémentaire en fin d'année. Cela voulait donc dire que les rémunérations de travail à verser aux membres au cours de l'année précédaient les dépenses de l'Etat et le remplacement des frais matériels. Les intérêts modifiés de l'économie nationale avaient exigé que l'ordre de grandeur du revenu et les formes de la rémunération, de même que la sphère et la mesure de la participation aux prestations sociales des membres des coopératives soit rapprochés de ceux des ouvriers industriels.*

L'essentiel de la modification est que le revenu individuel des membres des coopératives de production fut divisé en deux parties. Une partie était la rémunération du travail garantie et versée au cours de l'année en continu, dans sa partie majeure en argent comptant, l'autre était la participation en fin d'année payée en fonction de l'évolution du revenu brut de la coopérative. Par conséquent, le fonds de participation comprenait deux parties: le fonds de la rémunération du travail et la participation en fin d'année 80 pour cent du revenu individuel prévu pouvaient être payés en tant que rémunération du travail, proportionnellement au travail fait continuellement. La participation en fin d'année pouvait être supérieure ou inférieure aux 20 pour cent du revenu prévu.

Dans le cadre d'un tel système de la répartition du revenu s'exprime la double qualité des membres des coopératives de production: ils sont et les ouvriers, et les propriétaires des coopératives de production. Les décisions relatives à la répartition du revenu et à la rémunération du travail furent renvoyées par la Loi III de l'an 1967 à la compétence exclusive de l'assemblée générale.

En tant que propriétaire, l'Etat soustrayait des entreprises de l'Etat *directement* la partie du revenu qu'il souhaitait centraliser, en même temps il garantissait aux travailleurs du secteur de l'Etat un salaire mensuel, le droit à la sécurité sociale et à la retraite. La soustraction directe du revenu provenant de l'agriculture aurait pu avoir lieu si, l'Etat acceptait également - en ce qui concerne la production coopérative - les risques de la production et garantissait aux travailleurs des coopératives de production un revenu et des droits sociaux identiques à ceux des travailleurs de l'Etat. Or, l'Etat ne prit pas à sa charge ces obligations, car il n'était pas capable de rémunérer les travailleurs des coopératives à partir du fonds central des salaires et des stocks centraux. Pour cette raison il concentra les revenus produits par les coopératives de production agricole d'une manière *indirecte*. Ce moyen indirect était la coopération.

Compte tenu de l'opinion publique positive établie avant la libération, la coopérative était la forme la mieux appropriée pour la réorganisation socialiste de l'agriculture. D'autre part, en raison de sa structure organisationnelle la coopérative était appropriée à faire apparaître les décisions de propriétaire et le port de risques de propriétaire comme des décisions et des engagements de port de risques pris par les membres des coopératives.



Si nous voulons en bref caractériser les exigences formulées par le système de gestion économique direct socialiste à l'encontre de l'agriculture organisée dans le cadre des coopératives, nous pourrions exprimer ceci par la formule d'une *production de marchandises sans marché*. L'inconséquence résidant dans cette exigence est évidente: l'Etat voudrait que l'agriculture des coopératives produise comme si elle pouvait commercialiser ses surplus de produits sur le marché comme marchandises dans le cadre d'échange proportionnel aux valeurs. Au lieu de ceci l'Etat expropria les résultats de la production des coopératives de production pour une part déterminée sans aucune contre-valeur ou au-dessous de la valeur des produits. Or, ceci ne devait pas déranger les coopératives de production. Au contraire, l'Etat s'attendait à ce que les coopératives produisent aussi au cours de l'année suivante une quantité des plus grandes possibles ces « quasi-produits ».

L'Office Central de Statistique résume comme suit la réaction de la paysannerie à la formule de la production de marchandises sans marché pour l'année 1962, cette constatation étant aussi valable pour d'autres années «... les travaux ont été faits avec un retard systématique, voire pendant la saison de l'automne, lorsque le temps n'était plus favorable, ces travaux, n'ont pas du tout terminés ».

Je voudrais maintenant présenter quelques données statistiques, en ce qui concerne l'effet positif du nouveau système de gestion économique sur la production des coopératives agricole.

Inventisement du secteur des coopératives de production agricole.

	1966	1967	1969	1969	1970	1971-73
En millions de forints.	4446	5140	7296	8502	12 181	10 373
En pourcentage .....	100	115,5	164,0	213,4	274,1	233,0 <sup>4</sup>

En comptant le montant des investissements en 1970 à des prix courants, il était de 174 pour cent de plus qu'en 1966. Par conséquent, le niveau des équipements et des moyens fixes des coopératives de production s'éleva considérablement.

La valeur brute du parc de moyens fixes des coopératives de production (aux prix valables en 1968)<sup>5</sup>

	1965	1970	1974
En millions forints .....	34 258	5 607	90 257
Moyens fixes par hectare de surface agricole ..	6 171	11 060	17 944
1965 = 100 .....	100	165	267

La production augmente rapidement en parallèle avec les moyens de production. Jusqu'à la mi-soixantaine l'agriculture hongroise figurait parmi les agricultures au développement le plus lent en Europe. C'est en premier lieu sous l'effet de la réforme que pendant la deuxième moitié des années soixante la production s'accéléra: elle doubla par rapport au

chiffre de la première moitié. A partir des années soixante dix — lorsque le taux de croissance de la production doubla à nouveau — l'agriculture hongroise passa au groupe des agriculture européenne au développement le plus rapide.

*La croissance annuelle moyenne de la production brute des produits agricoles:*

1961 — 1965	1966 — 1970	1971 — 1973
1,2	2,8	5,6

Le revenu brut des coopératives de production augmenta en parallèle avec la valeur de la production.

	1963	1965	1966	1969	1970....	1973
En milliards de forints 1963 = 100 .....	12,4 100,0	13,2 106,9	16,2 131,2	25,1 202,4	20,8 167,7	29,1 234,0

A partir du revenu accru les coopératives de production purent allouer bien davantage que dans le passé au développement de l'économie collective, à la rémunération individuelle des membres et à la satisfaction des exigences et culturelles du collectif.

*Les changements intervenus dans le revenu brut (à répartir) et les proportions de son utilisation*

	1963	1965	1966	1968	1970	1973
Revenu brut .....	100,0	106,9	131,9	202,4	167,7	234,0
Fonds de participation	100,0	105,1	125,6	180,4	173,7	195,0
Fonds de développement .....	100,0	94,2	152,1	293,0	260,3	301,0
Fonds social culturel ..	100,0	119,1	173,8	434,0	393,8	303,à

*Répartition en pourcentage total*

Pour le fonds de participation .....	80,5	82,5	76,6	71,7	83,3	67,à
--------------------------------------	------	------	------	------	------	------



	1963	1965	1966	1968	1970	1973
Pour le fonds de développement .....	17,3	15,2	19,9	25,0	15,1	22,1
Pour le fonds social et culturel .....	1,6	1,8	3,4	3,4	3,7	2,3

Cela veut donc dire que les coopératives de production avaient alloué de 1967 à 1973 une part accrue de leur revenu brut.

La croissance du revenu brut provoque une croissance rapide du revenu des membres.

*Les rémunérations moyennes en heures de travail du total des personnes employées par les coopératives de production*

en forints		
1963	1970	1973
5,30	9	10,96
160	188	207

*Le revenu annuel à la base du travail par membre en 1000 forints<sup>6</sup>*

1963	1968	1970	1973
10,5	16,3	17,7	22,5
160	155	168	214

Sous l'effet de la réforme, en dépit de la soustraction des revenus par l'Etat, des écarts se produisent dans les revenus des différentes coopératives de production, parmi les différentes couches des travailleurs des coopératives de production. Le revenu des chefs des coopératives de production s'accrut particulièrement. En moyenne nationale il dépassa, à partir du début des années 1970, celui des chefs des entreprises de l'Etat. Ces écarts de revenus susciterent un écho politique négatif. A partir de 1974 la primauté politique obtint un accent de plus en plus grand dans la politique économique à l'opposé des points de vue économiques, et ceci eut comme conséquence naturelle que les moyens administratifs de la gestion économique passèrent à l'avant-plan à l'encontre des moyens économiques.

On souhaite supprimer les écarts intervenus dans les revenus individuels des membres des différentes coopératives de production par une

fusion des coopératives. Les coopératives de production à conditions économiques faibles fusionnèrent avec des coopératives de production plus fortes. De 1973 à 1975 environ 500 coopératives de production s'éteignirent par une fusion. La modification de 1977 du code sur les coopératives de production eut comme but l'élimination des écarts de revenu entre l'agriculture coopératives et l'industrie de l'Etat. En conséquence de cette modification, les membres des coopératives obtiennent un salaire mensuel. Les salaires de membres sont fixés par la coopératives selon les postes de salaires définis par le décret conjoint du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation et le Ministre du Travail N° 19/1977./V. 25./MÉM MÚM) Cette règle de droit définit également le maximum de la participation de rentabilité pouvant être payé aux membres. Cette règle de droit rendit les principes et les postes de la participation des membres des coopératives de production au revenu identiques aux règles de la participation au revenu des travailleurs des entreprises de l'Etat. Cela veut dire que par le salaire dû aux membres des coopératives de production cessa le port de risques de propriétaire pour les résultats de l'exploitation des coopératives.

A la base de ce qui précède nous constatons que la teneur des rapports juridiques du travail des membres de coopératives de production agricole, notamment les conditions de l'exécution du travail, les principes de la rémunération du travail les espèces et mesures des prestations sociales dues après le travail devinrent lentement identiques à la teneur de rapports juridiques du travail des travailleurs employés par les entreprises de l'Etat.

*Les écarts substantiels s'effacent lentement entre les statuts des membres travaillant dans les coopératives de production, ceux des employés avant des rapports de travail et les membres de famille travaillant en permanence.* Cependant, l'intégration des rapports juridiques qui étaient soumis à l'origine à trois différentes réglementations de droit, a lieu non pas à la base des rapports juridiques de la qualité de membre, mais selon les particularités des rapports juridiques des employés des entreprises.

Le processus de la fusion des coopératives de production a donc contribué à la liquidation des écarts des revenus. Le processus des fusions a été accéléré par une atténuation des principes du mécanisme économique. A partir de la seconde moitié des années 1970 les régulateurs économiques passent à l'arrière-plan et les moyens de la gestion administrative obtiennent une importance accrue. En même temps se présente à nouveau la thèse qui avait l'aire d'avoir été déjà oubliée, selon laquelle la propriété coopératives est d'un développement inférieur à celui de la propriété de l'Etat. Il se présente une exigence politique, notamment celle de développer le caractère socialiste de la propriété coopérative et de faire passer les intérêts de groupe derrière les intérêts de la société tout entière.

La cadence des fusions est accélérée par l'hypothèse selon laquelle la plus grande est l'extension d'une économie, la plus prononcée sera son caractère socialiste.

Lorsque les moyens administratifs passent à l'avant-plan au sein de la gestion économique, le travail de gestion économique des organismes



de l'administration aux niveaux inférieur et moyen est facilité s'ils ne doivent entrer en contact qu'avec un nombre plus restreint des organes économiques.

Les points de vue non économiques de l'administration des degrés inférieur et moyen se sont fait prévaloir parfois en une mesure tellement forte que la direction centrale du parti a dû adopter une résolution visant à arrêter la campagne des fusions.

Le renforcement du caractère socialiste de la gestion des coopératives, la primauté des intérêts sociaux par rapports aux intérêts de groupe sont donc les points de vue politique qui ont déterminé la modification de la notion prévue par la Loi III de l'an 1967 selon le décret-loi N° 9 de l'an 1977. *Dans le cadre de la notion de la coopérative de production, le fait que les intérêts de la société passent avant les intérêts de groupe et la démocratie coopérative, exprimant les intérêts de groupe et la démocratie coopérative, correspond à un changement important qui s'est produit dans la teneur des rapports juridiques de la qualité de membre, précisément dans les institutions de propriétaire.* Or, ces changements ont atténué, terni les caractéristiques coopératives des rapports juridiques de la qualité de membre.

#### NOTES

<sup>1</sup> Article 62 (1) Un congé payé de même durée que celui des personnes en rapports de travail sera dû aux membres des coopératives de production accomplissant un travail régulier pendant tout l'année.

(2) Les coopératives de production pourront aussi accorder, dans la mesure et aux conditions fixées par les statuts, un congé payé à d'autres membres.

Article. 63. Un jour de repos par semaine devra être assuré aux membres des coopératives de production ayant un emploi stable.

En vertu de l'article 64. du Code portant sur les coopératives de production :

(1) Les coopératives de production seront tenues d'assurer des conditions saines et sûres du travail et de réaliser un système de prévoyance sociale des membres.

(2) En cas de maladie et d'accouchement il faudra prendre soin des membres ayant accompli leur devoir de participer aux travaux collectifs. Les coopératives de production pourront accorder une assistance sociale aux membres âgés ou en ayant besoin pour d'autres raisons.

(3) Les membres des coopératives de production et leurs membres de famille bénéficient d'une pension et des autres prestations de la sécurité sociale, ainsi que d'autres allocations sociales de la façon et dans les conditions prévues par les actes législatifs et réglementaires.

Les articles 58 et 59 du Code portant sur les coopératives de production disposant comme suit au sujet de l'obligation des coopératives de production d'employer leurs membres :

Article 58. (3) Au fur et à mesure de ses moyens, la coopérative de production est tenue d'assurer à ses membres un emploi régulier et approprié à leur qualification.

Article 59. (1) Les membres de la coopérative de production font le travail commun soit en prenant en charge la culture d'une superficie de terre, soit d'une autre façon déterminée par la coopérative de production.

(2) La coopérative de production fixe la mesure de l'obligation des membres de participer au travail commun par la réglementation des heures de travail ou par l'application d'autres méthodes appropriées.

<sup>2</sup> L'exploitation individuelle complémentaire des membres de la coopérative peut comprendre au maximum 6000 m<sup>2</sup> (0,6 ha) de terre individuelle, un cheptel de bétail dont l'importance est déterminée par les statuts, les bâtiments ainsi que le matériel, les moyens de travail et les petites machines y nécessaires.

Le membre de la coopérative a droit a une terre individuelle s'il aura accompli la quantité de travail fixée par la code — La grandeur de cette terre est donc déterminée en tenant compte de la participation au travail collectif de la coopérative.

(D'autres points de vue — par exemple, le nombre des personnes a la charge — peuvent aussi être pris en considération). Tout membre de coopératives agé, handicapé ou incapable de travailler, a droit a l'exploitation d'une terre individuelle (ou a l'attribution de produits agricoles) indépendamment de l'accomplissement du travail. Par rapport, à la réglementation et a la pratique antérieure, la terre individuelle n'est pas attribuée par famille. Si une famille comptait plusieurs membres, chacun d'eux aura droit — conformément aux conditions données — a une exploitation individuelle complémentaire.

Selon la Loi III de l'an 1967 sur les coopératives de production, modifiée en 1977, la coopératives de production est tenue d'assurer une terre individuelle ou des produits agricoles prélevés sur des terres collectives a des fins d'exploitation individuelle complémentaire, si le membre avait accompli la quantité de travail déterminée par la coopérative de production. La superficie de cette terre peut être de 6000 m<sup>2</sup> (0,6 ha) au maximum, et en cas de vignobles ou de vergers, de 3000 m<sup>2</sup> (0,3 ha) au maximum.

Si le membre de la coopérative possédait une terre en propriété individuelle dans les limites de la commune ou directement autour de sa maison, il pouvait s'en servir en tant qu'exploitation individuelle complémentaire. Au cas ou cette terre n'atteignait pas la grandeur déterminée par les statuts, la coopérative la complétait par des terres collectives.

Article 68 (1) La participation des membres au revenu comprend la rémunération du travail et la participation supplémentaire en fonction du résultat, la prime, la récompense ou la partie déterminée par la production (la récolte, le rendement.)

(2) La rémunération en monnaie est versée régulièrement, en général chaque mois.

(3) Le versement de la part due en fonction des résultats de l'exploitation aura lieu apres l'approbation du compte final.

(4) Les primes seront dues apres l'accomplissement certifiée de la tache fixée au préalable.

(5) Des récompenses pourront être versées aux travailleurs faisant un travail excellent ou durablement bon et témoignant d'une attitude exemplaire.

<sup>4</sup> Manuel sur les statistiques de l'agriculture, 1971, page 16 et 1974 page 55.

<sup>5</sup> Manuel sur les statistiques de l'agriculture 1945 — 75, page 40.

<sup>6</sup> Manuel des statistiques de l'agriculture, 1974, p. 166.

## THE EFFECT OF CONCENTRATION AND CENTRALIZATION ON THE "CO-OPERATIVE" CHARACTER OF FARMER'S AGRICULTURAL CO-OPERATIVES

by

DR. MÁRTA SÜVEGES

associate professor

The author outlines the development which the farmer's agricultural co-operatives have made from the socialist transformation of agriculture up to the present.

In the author's opinion the process of industrializing agriculture has given rise to the following changes in the « co-operative » character of farmer's agricultural co-operatives:

a) Persons belonging to the co-operative can practically be divided into the groups of active workers and pensioners. According to the valid law there are members and employees in the permanent staff whose rights to work, to wages as well as their organizational and administrative rights have essentially become the same. Pensioners are entitled to maintenance by virtue of fulfilling their obligation to take land and property into the co-operatives.

b) The direct administrative forums of the members — where the members can practice their administrative rights of ownership — are being transformed, the role of the General Assembly has grown formal, its function is assumed by the Assembly of Delegates. The delegates, however, are elected not only by the members of co-operatives but by communities at the places of work uniting both employees and members.



c) The forums of co-operative property democracy are gradually transforming into those of workshop democracy, co-operative democracy is becoming workshop democracy.

d) The notion of the co-operative has changed by the fact that serving the interest of the national economy has got the primary task of the co-operative and group interest has been replaced by regional interest.

e) As a consequence of the industrialization of agriculture, farmer's agricultural co-operatives are being nationalized surreptitiously.

## ВЛИЯНИЕ КОНЦЕНТРАЦИИ И ЦЕНТРАЛИЗАЦИИ НА «КООПЕРАТИВНЫЙ» ХАРАКТЕР СЕЛЬСКОХОЗЯЙСТВЕННЫХ ПРОИЗВОДСТВЕННЫХ КООПЕРАТИВОВ

доцент МАРТА ШЮВЕГЕШ

В статье характеризуется экономическое развитие, пройденное сельскохозяйственными производственными кооперативами, начиная с момента социалистического преобразования сельского хозяйства вплоть до наших дней.

По мнению автора, процесс индустриализации сельского хозяйства вызвал следующие изменения в «кооперативном» характере сельскохозяйственных кооперативов:

а) Лица, входящие в состав кооператива, на практике могут быть подразделены на группы активных трудящихся и пенсионеров. Права активного личного состава, в котором действующее право проводит различие между членами кооператива и принятыми на службу работниками, — в том, что касается прав на выполнение работы, оплату труда, организационно-административного права — по существу стали идентичными. Пенсионеры пользуются правом на социальное содержание, социальную поддержку на основании выполнения ими обязанности по пополнению земельного и имущественного фонда.

б) Непосредственные административные форумы осуществления членами кооператива своих административных прав собственников находятся в процессе преобразования. Роль общего собрания стала формальной, его функцию переняло собрание представителей, избираемых трудовым коллективом, в состав которого, однако, входят не только члены кооператива, но и снужащие (нанятые кооперативом сотрудники).

в) Форумы демократии кооперации собственников постепенно преобразуются в *форумы производственной демократии, демократия кооперации становится демократией предприятия.*

г) Поскольку первоочередной задачей кооперативов стало служение интересам народного хозяйства, само понятие кооперации изменилось, *групповой интерес сменился территориальным интересом.*

д) Таким образом, индустриализация сельского хозяйства повлекла за собой начало *бесшумной национализации* сельскохозяйственных производственных кооперативов.